

Communiqué de presse

RD Congo : Le droit de défendre les droits humains en grave péril en cette période difficile de COVID-19

Nairobi (Kenya), le 9 juin 2020 – Protection International s'inquiète de la dégradation de la situation des défenseur·e·s des droits humains en République démocratique du Congo (RD Congo) et demande l'ouverture d'une enquête indépendante et impartiale concernant les récents assassinats de défenseur·e·s des droits humains dans l'est du pays.

Notre organisation a appris avec consternation l'assassinat odieux de deux défenseur·e·s des droits humains, l'un à Beni, ville située dans le nord de la Province du Nord-Kivu, et l'autre dans le Territoire de Djugu (Province de l'Ituri) fin mai 2020. Le 21 mai, lors d'une manifestation pacifique pour protester contre les tueries à répétition dans la ville de Beni et ses environs, [Freddy Kambale](#), membre du mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha), a été tué d'une balle dans la tête par un agent de la police congolaise. Il avait 20 ans.

Suite à ce meurtre, plusieurs manifestations pacifiques ont eu lieu à Beni et dans le Territoire de Rutshuru (Province du Nord-Kivu), violemment réprimées par les forces de l'ordre. Au moins sept militants de la Lucha ont été interpellés par la police le 26 mai à Rutshuru, alors qu'ils organisaient une manifestation pacifique d'hommage à leur collègue tué à Beni.

L'Est de la République démocratique du Congo, précisément les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri connaissent actuellement une flambée d'insécurité qui se caractérise par des tueries de populations civiles. Entre octobre 2019 et avril 2020, le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) a documenté, dans la seule Province de l'Ituri, au moins [296 personnes tuées, 151 autres blessées et 38 personnes violées](#), dont plusieurs femmes et enfants.

Le 22 mai, Protection international a aussi appris que Patrick Shako, défenseur des droits humains et président de l'organisation de la société civile de Walendu Djatsi Sud en Ituri, a été tué par des membres de la milice de la Coopérative pour le développement du Congo (CODECO). Selon des sources sur place, la victime a été enlevée le 21 mai puis assassiné le lendemain dans des circonstances obscures alors qu'il était en pleine campagne de sensibilisation à la paix, à environ 10 km du centre de Bambu, où il demandait à la population de se désolidariser des groupes armés.

« Ces énièmes assassinats illustrent la multiplication des violations à l'encontre des défenseur·e·s en RD Congo. Protection International exhorte les autorités congolaises à tous les niveaux à fournir sans délais plus d'efforts pour protéger ceux qui défendent les droits humains et traduire en justice les responsables de ces actes odieux. Agir autrement encourage l'impunité. » déclare Susan Muriungi, Directrice régionale de Protection International, Bureau Afrique.

À la suite de l'état d'urgence sanitaire et d'autres mesures de restrictions adoptées par le gouvernement congolais pour lutter contre la COVID-19, un nombre croissant de violations de droits humains (intimidations, arrestations arbitraires ainsi que restriction des libertés individuelles et de la liberté de la presse) a été également rapporté dans les provinces de Mongala, Sud-Ubangi, Tshuapa et Équateur.

Dans la Province de la Mongala, [le gouverneur a ordonné la fermeture de quatre chaînes de radio](#) dans la ville de Bumba, ainsi que l'emprisonnement d'un journaliste et de trois militants du mouvement citoyen *Mpo Na Ekolo* (Pour la Nation). Dans la province voisine du Sud-Ubangi, Protection International aussi a été informé de l'interpellation d'un journaliste de la Radio Gemena sur ordre du gouverneur provincial le mois de mai dernier.

Les autorités de la RD Congo ont l'obligation de protéger les défenseur·e·s contre toute forme de violation de leurs droits les plus fondamentaux. Les autorités doivent assurer que les défenseur·e·s des droits humains exercent leur droit de défendre les droits humains dans des conditions qui garantissent leur intégrité physique.

C'est pour cette raison que Protection international exhorte les autorités congolaises à :

- Mener avec rigueur et transparence l'enquête en cours contre les présumés auteurs de l'assassinat de Freddy Kambale pour permettre d'établir les responsabilités à tous les niveaux,
- Ouvrir rapidement une enquête judiciaire sur l'assassinat de Patrick Shako afin d'identifier les responsables et les traduire en justice ;
- Libérer immédiatement et inconditionnellement les défenseur·e·s des droits humains actuellement incarcéré·e·s. Les personnes en détention provisoire devraient également être libérées ;
- Lever les restrictions actuelles imposées à la liberté d'expression, de manifestations et à la liberté de la presse ;
- Interdire l'usage d'armes létales par les forces de l'ordre pour encadrer ou disperser les manifestations publiques pacifiques.

À propos de Protection International en RDC.

Protection International est une organisation internationale à but non lucratif. Nous soutenons les défenseur·e·s des droits humains dans l'élaboration de leurs stratégies de gestion de sécurité et de protection dans plus de 30 pays. Depuis 2004, nous travaillons avec des partenaires locaux issus de la société civile en République démocratique du Congo. Pour plus d'information sur notre travail en RD Congo, cliquez [ici](#)